

Eiffage : Prisons à vendre ?

Pierre Berger, tout nouveau PDG d'Eiffage annonçait, fin juin 2011, avoir l'intention de vendre 4 prisons en PPP (partenariat public privé) afin de restaurer les marges du groupe et réduire sa dette ! Le groupe espère engranger ainsi entre 300 et 400 millions d'euros !

Le 21 juin 2011, le rapporteur général de la commission des Finances de l'Assemblée nationale précise, dans son commentaire du rapport annuel de performance de la mission « Justice » : « *Les loyers versés dans le cadre des partenariats publics privés progressent toujours : de 31 millions d'euros versés en 2009, ils passent à 58,7 millions d'euros en 2010* », « *La part prise par les loyers au sein des crédits de fonctionnement s'accroît, réduisant la marge de manœuvre pour l'entretien des établissements pénitentiaires gérés en régie et les autres dépenses telles la santé des détenus* ».

Le coût des loyers de plus en plus élevé et payé par l'état aux entreprises privées, propriétaires des prisons, ont une influence néfaste tant sur la qualité du service public rendu, que sur les conditions de travail et de détention !

A l'heure des restrictions budgétaires les plus draconiennes imposées aux travailleurs afin de réduire le déficit de la France, l'état continue les contrats en PPP alors qu'il connaît le coût exorbitant que cela représente !

On sait que la prison telle qu'elle est faite et telle qu'elle est, n'est pas un lieu de prévention de la récidive ; n'est pas un lieu dans lequel on est en bonne santé ou dans lequel on travaille en sécurité et dans de bonnes conditions !

Si les prisons françaises, avec leur surpopulation et leurs conditions de détention et de travail ne sont positives ni pour les agents ni pour les personnes incarcérées, elles serviront peut être à sauver les actions du soldat Eiffage !

La CGT pénitentiaire rappelle que ni les services publics ni les contribuables ne sont des vaches à lait au service des profits ou des réductions de la dette des entreprises privées ! L'industrie de la punition a été et est encore un *Eldorado* pour les entreprises privées et un gouffre financier pour les contribuables contrairement à ce que l'état a pu raconter ! Nous le savions et la CGT Pénitentiaire l'a toujours dénoncé et le dénonce à nouveau. Les PPP n'ont jamais été pensés pour le bien des services publics et celui de leurs usagers malgré les annonces mensongères des gouvernements successifs !

Les PPP sont dangereux, nous exigeons leur suppression tout comme les prisons privées à la Botton !

Montreuil, le 5 septembre 2011